



CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

MARCHE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

PRESTATIONS DE SERVICES D'ASSURANCE UNIVERSITE DE MONTPELLIER PAUL-VALÉRY

N° 2025 250718 0000

LOT N°1 : ASSURANCE DOMMAGES AUX BIENS

INFORMATIONS GENERALES

Souscripteur :	UNIVERSITE DE MONTPELLIER PAUL VALERY
Objet :	Assurances Dommages aux biens
Date d'effet	01/01/2026
Echéance annuelle :	1 ^{er} janvier
Terme et durée :	Reconduction automatique à l'échéance chaque année jusqu'au 31 décembre 2029 à minuit, soit une durée de 4 ans, sauf non-reconduction dans les conditions de résiliation fixées par le CCAP.
Préavis de résiliation :	Préavis de 4 mois
Périodicité du paiement :	Annuelle

PREAMBULE

L'état du parc immobilier appartenant ou occupé par le souscripteur figure en annexe ; il est entendu que ce parc sera éventuellement actualisé au moment de la prise d'effet des garanties et que les modifications éventuelles (adjonctions ou retraits) seront intégrées à la régularisation intervenant à l'issue du premier exercice.

GARANTIES DEMANDEES

(ces spécifications correspondent à l'offre de base)

- incendie / foudre /explosions
- dommages aux appareils électriques et électroniques
- attentats / vandalisme tous dommages
- choc de véhicules appartenant à des tiers / chute d'appareils de navigation aérienne
- dégâts des eaux
- tempêtes / grêle / poids de la neige / catastrophes naturelles
- vol
- bris de glaces

LIMITATION CONTRACTUELLE D'INDEMNITE DEMANDEE

(ces spécifications sont facultatives et peuvent faire l'objet de variantes)

L.C.I. → 49 999 000 €

MONTANTS DES GARANTIES

(ces spécifications sont facultatives et peuvent faire l'objet de variantes)

Ensemble des risques sauf vol, bris de glaces	Montants de garantie
Bâtiments en valeur de reconstruction à neuf	à concurrence des dommages
Contenu en valeur de remplacement à neuf	à concurrence des dommages
Ouvrages d'art et de Génie civil / travaux publics	300 000 €
Dommages aux appareils électriques	100 000 €
Refoulement d'égout / recherche de fuites / dommages causés par le gel	35 000 €
Frais de reconstitution d'archives	50 000 €
Honoraires d'experts	montant réel
Frais divers	10 % mini 75 000 € par poste
Privation de jouissance, perte loyers	valeur locative annuelle
Recours des locataires et tiers	5 000 000 €

Vol	
Détériorations immobilières	à concurrence des dommages
Contenu y compris objets de valeur en valeur de remplacement "vétusté déduite"	200 000 €
dont sur espèces et valeurs y compris en cours de transport	20 000 €
Frais de reconstitution d'archives	40 000 €
Honoraires d'experts	montant réel

Bris de glace	
Bris de glaces en valeur de remplacement	50 000 €
Frais de clôture provisoire et/ou de gardiennage	10 000 €
Honoraires d'experts	montant réel

FRANCHISES

(Ces spécifications sont facultatives et peuvent faire l'objet de variantes.)

Catastrophes naturelles	franchise légale
Tout autre sinistre	50 000 €

DISPOSITIONS PARTICULIERES

(ces spécifications sont facultatives et peuvent faire l'objet de variantes)

Préambule : L'ensemble des dispositions qui suivent sont réputées déroger aux conditions générales et/ou conventions spéciales du contrat objet du marché et s'appliqueront par conséquent en priorité. Toutefois, dans le cas où les conditions générales et/ou conventions spéciales comporteraient des dispositions plus favorables aux intérêts de l'assuré, leur application reprendrait un caractère prioritaire.

Clauses particulières d'ordre général

1°/ L'ensemble des montants assurés expriment une garantie "*par événement*" et correspondent à une assurance dite "*au premier risque*", avec abrogation de la règle proportionnelle de capitaux.

2°/ L'Assureur renonce à se prévaloir de toute erreur dans les surfaces, dans une limite de 10% des superficies déclarées. Toute insuffisance constatée sera compensée par les excédents pouvant exister d'autre part.

3°/ Dès lors que le bâtiment est listé dans le parc immobilier assuré, les garanties s'appliquent tant pour le compte du souscripteur que pour le compte de qui il appartiendra du fait de leur communauté d'intérêt. L'assurance pour compte intervient à défaut ou en complément d'autres contrats d'assurance existants souscrits par ces structures.

4°/ Les garanties portent sur les immeubles appartenant ou occupés par le souscripteur qui auraient éventuellement été omis dans l'inventaire dans une limite de 10% des superficies déclarées. En contrepartie, le souscripteur s'engage à régler la portion de prime d'assurance correspondant à ces omissions sur la période comprise entre la date d'effet du contrat et la date à laquelle elles auront été constatées.

5°/ L'ensemble des garanties s'applique également aux bâtiments en cours de construction dès lors qu'ils sont hors d'eau et hors d'air.

6°/ Il est toléré des bâtiments dont la construction et la couverture peuvent comporter des éléments légers quelle qu'en soit la proportion, dans la limite de 10% de la surface assurée ; par ailleurs, les bâtiments peuvent être occupés pour tout ou partie par des professions ou commerces et peuvent être contigus à des risques de toute nature. Ils peuvent contenir tout approvisionnement de marchandises ou liquides de toute nature et peuvent être équipés de tout mode de chauffage.

7°/ Certains bâtiments peuvent être édifiés sur terrain d'autrui. Toutes les dispositions pouvant exister à ce sujet aux conditions générales du contrat sont abrogées, l'assuré étant dans tous les cas considéré comme propriétaire du terrain.

8°/ Les garanties portant sur les bâtiments s'appliquent à tout bien devant être considéré comme immeuble par nature ou par destination, notamment les murs d'enceinte, les murs de soutènement ou les murs de clôture ; elles s'appliquent également au mobilier urbain qui est défini comme étant les kiosques, abris, chapiteaux, feux, poteaux et portiques de signalisation, réverbères, installations sportives, barrières/portiques mobiles, panneaux et colonnes d'affichage y compris journaux électroniques, bornes d'incendie, bornes d'appel, défibrillateurs, caméras de surveillance, containers, cinémomètre, panneaux photovoltaïques, fontaines, bassins, statues, stèles, monuments, antennes, relais.

9°/ Les bâtiments ou parties de bâtiments classés et/ou inscrits à l'inventaire des monuments historiques sont garantis en valeur de reconstruction à l'identique suivant les prescriptions et directives de l'Architecte en chef des Monuments Historiques, agissant comme Maître d'œuvre ou de toute Personne ou service qu'il désignera pour cette tâche. Tous frais ou études supplémentaires que l'Architecte en chef des Monuments Historiques jugera nécessaire seront automatiquement garantis.

10°/ Les garanties portent automatiquement sur tout immeuble acquis ou occupé par l'assuré, sous réserve d'un inventaire annuel à la diligence de l'assureur. Cette automaticité de garantie ne s'applique pas aux bâtiments industriels, commerciaux, agricoles ou monuments historiques classés ou inscrits à l'inventaire.

11°/ Les garanties portent automatiquement sur tout bien meuble (mobilier, matériel, informatique, approvisionnements, effets personnels, etc.) acquis, gardé ou utilisé par l'assuré ou qui lui serait confié à quelque titre que ce soit, qu'ils soient contenus dans les bâtiments de l'assuré ou à leurs abords ou bien en dépôt chez des tiers.

12°/ Les garanties portant sur le contenu s'appliquent également aux biens mobiliers appartenant aux associations et/ou structures para-universitaires disposant de locaux du souscripteur en l'absence de contrats d'assurance "dommages aux biens" souscrits par celles-ci.

13°/ Les garanties s'appliquent aux objets contenus dans les musées et salles d'exposition de l'Université.

14°/ La garantie des frais divers s'applique sur justificatifs à l'ensemble des frais consécutifs à un sinistre entrant dans le cadre des garanties, notamment aux frais de déplacement/remplacement, frais de démolition et déblais, frais de nettoyage, de décontamination, de retraitement des eaux ou tous fluides, frais de clôture provisoire ou de gardiennage, frais de remise en état des lieux en conformité avec la législation, frais d'ingénierie, de bureaux d'études, de décorateurs, prime d'assurance dommages ouvrage.

15°/ Le cas de malveillance excepté, l'Assureur renonce à recours contre les Présidents / Vice-Présidents / Conseillers communautaires et tout Agent logé par le souscripteur ainsi que toute personne - morale ou physique - disposant à titre gracieux des locaux du souscripteur, le caractère gracieux s'entendant également dans le cas où le souscripteur ne demande qu'une redevance symbolique et/ou une participation aux frais.

Il renonce également à recours contre les personnes morales ou physiques contre lesquelles le souscripteur aurait lui-même renoncé à recours, par convention et d'une façon générale, il dispense le souscripteur de lui déclarer toute renonciation à recours ; dans tous les cas, l'Assureur pourra cependant diriger son recours contre l'Assureur éventuel des personnes impliquées, dans la limite des garanties dont elles disposent.

16°/ Les sinistres seront indemnisés TVA comprise.

Clauses particulières spécifiques à certaines garanties

17°/ Les garanties **incendie / foudre / explosions / dommages aux appareils électriques et électroniques** s'appliquent également aux biens pouvant se trouver à l'extérieur des bâtiments.

18°/ La garantie **incendie** couvre également les dommages consécutifs à une combustion se produisant en dehors d'un foyer normal, les dommages consécutifs à un excès de chaleur, qu'elle qu'en soit la cause, les dommages causés par les fumées, quelle qu'en soit l'origine, et ceux dus aux opérations de lutte contre le feu.

19°/ La garantie **du choc de véhicules** appartenant à des tiers s'applique également lorsque le responsable n'est pas identifié.

20°/ La garantie des **tempêtes/grêle/poids de la neige sur les toitures** s'applique à tous les immeubles quels que soient leur type de couverture, y compris les clochers et les auvents dans la mesure où ces installations ont été mise en œuvre selon les règles de l'art par une entreprise qualifiée. Elle s'applique aussi aux installations intégrées aux bâtiments et/ou toitures (volets, persiennes, châneaux, stores, enseignes, machineries d'ascenseurs, pompes à chaleur ou appareils de climatisation etc...).

21°/ La garantie des **dommages aux appareils électriques et électroniques** s'applique également aux matériels informatiques et bureautiques et aux dommages occasionnés aux canalisations enterrées.

22°/ La garantie des **dégâts des eaux** s'applique également aux conséquences de fuites ou refoulement des canalisations enterrées, aux dommages provoqués par la fuite de tout fluide, quelle qu'en soit la nature et aux dommages causés par les eaux de ruissellement lorsque l'événement n'est pas classé "catastrophe naturelle".

23°/ La garantie du **vol** est acquise dès lors qu'il y a effraction du bâtiment quels que soient ses moyens de protection.

Cette garantie s'applique également aux vols d'espèces ou de valeur, y compris en cours de transport, sans limitation particulière portant sur les parcours, les horaires, le nombre ou l'âge des porteurs.

Par ailleurs, la garantie des détériorations immobilières s'applique également dans le cas du vol d'éléments immobiliers, indépendamment du vol de biens mobiliers.

Il est enfin précisé que les objets de valeur sont exclusivement définis comme étant tout objet d'une valeur unitaire supérieure à 7 600 € (excepté le mobilier ainsi que le matériel de bureau) ou toute collection d'une valeur totale supérieure à 30 000 € ainsi que les objets en faisant partie, les bijoux et objets en métaux précieux.

24°/ La garantie portant sur les **frais de reconstitution d'archives** s'applique également aux frais de reconstitution des médias informatique et/ou aux frais d'adaptation des logiciels.

25°/ La garantie **bris de glaces** s'applique également aux bris de vitraux, ainsi qu'à tous éléments verriers ou en matière plastique intégrés dans une construction et notamment les skydoms, capteurs solaires, verrières, vérandas ainsi qu'aux serres.

26°/ La garantie des honoraires d'experts s'applique également aux dommages résultant de **catastrophes naturelles**.

27°/ La garantie **ouvrages de génie civil / travaux publics** s'applique aux dommages résultant d'un événement couvert dans le cadre des risques de base et couvre les ouvrages d'art / de génie civil ou de travaux publics.

28°/ L'assureur présentera en annexe un mémoire technique présentant les modalités de gestion du contrat et des sinistres et les éventuels services complémentaires qu'il est en mesure d'apporter au souscripteur.

Eléments sur le patrimoine / Eléments statistiques

L'état du patrimoine immobilier de l'Université est joint en annexe. Il convient de noter que l'Université a mandaté le Cbt GALTIER afin de réaliser une expertise préalable de ses principaux bâtiments. Le rapport d'expertise devrait être éditée au cours du mois de novembre 2025 et sera transmis au candidat retenu par l'Université.

Il convient de préciser que dans son Musée des Moulages, l'Université possède plusieurs collections d'une valeur globale de l'ordre de 31 M€ :

- la collection de moulages, elle avait été estimée par le Louvre à 29 000 000 € (estimation faite lors du projet de rénovation du Musée, entre 2010 et 2015).
- Une collection d'objets originaux antiques, estimée à environ 1 500 000 €.
- Un fonds photographique, d'une valeur de l'ordre de 300 000 €.

Dans le présent CCTP, il n'est pas demandé une garantie Tous Risques Exposition mais la seule application des garanties de base sur ces biens.

L'état des sinistres déclarés communiqué par l'assureur actuel, est joint en annexe.
Il a été établi sur la base d'un programme de garanties identique à celui défini supra.

En revanche, le niveau de franchise était le suivant :

- catastrophes naturelles	franchise légale
- tout autre sinistre	20 000 €

00000

LOT N°2 : ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE GENERALE

INFORMATIONS GENERALES

Souscripteur :	UNIVERSITE DE MONTPELLIER PAUL VALERY
Objet :	Assurances Responsabilité civile générale
Date d'effet	01/01/2026
Echéance annuelle :	1 ^{er} janvier
Terme et durée :	Reconduction automatique à l'échéance chaque année jusqu'au 31 décembre 2029 à minuit, soit une durée de 4 années, sauf non-reconduction dans les conditions de résiliation fixées par le CCAP.
Préavis de résiliation :	Préavis de 4 mois
Périodicité du paiement :	Annuelle

PREAMBULE

Il est joint en annexe un descriptif du souscripteur ; ces indications n'ont pas pour objet de déterminer des bases contractuelles. Elles ont pour but de donner des informations sur les risques pour en permettre l'appréciation.

La masse salariale (hors charges patronales) de l'université en 2024 s'élève à **66 523 833 €**.

DEFINITION DES PERSONNES MORALES ASSUREES

(ces spécifications sont facultatives et peuvent faire l'objet de variantes)

Il est entendu que les garanties sont acquises pour le compte de l'Université et pour le compte de qui il appartiendra et notamment :

* Toutes les composantes de l'Université.

* Toutes personnes morales (exemples : unités de formation et de recherche, instituts, écoles, fédérations de recherche) nouvellement créées ou acquises par l'Université en complément ou à défaut des assurances qu'elles ont pu souscrire par ailleurs, sous réserve qu'elles exercent des activités comparables et / ou connexes à celles déclarées en annexe.

* Toutes les associations (étudiantes, anciens élèves, sportives, culturelles, etc.) pour autant qu'elles soient constituées dans le cadre des activités garanties en complément ou à défaut des assurances qu'elles ont pu souscrire par ailleurs.

* Enfin, les garanties s'appliquent au profit des GIE, GEIE, fondations et autres groupements constitués dans le cadre des activités garanties, seulement pour le pourcentage des participations détenues par l'université en complément ou à défaut des assurances qu'elles ont pu souscrire par ailleurs.

Il est entendu que dans les dispositions qui suivent, par les mots « université » ou « souscripteur », il est entendu toutes ces personnes morales.

DEFINITION DES PERSONNES PHYSIQUES ASSUREES

(ces spécifications sont facultatives et peuvent faire l'objet de variantes)

Les garanties s'appliquent à toutes les personnes représentant l'Université ou placées sous sa garde ou son autorité (y compris les élèves et stagiaires lorsqu'ils participent à des activités organisées par l'Université) ou intervenant pour son compte à quelque titre que ce soit.

Les garanties s'appliquent également à tous les élèves ou stagiaires lorsqu'ils participent à des stages en entreprises ou lorsqu'ils réalisent une année d'étude à l'étranger dans le cadre d'Erasmus.

GARANTIES DE BASE

(ces spécifications correspondent à l'offre de base)

- responsabilité civile exploitation, après livraison et professionnelle pour l'ensemble des services généraux et annexes gérés par l'Université.
- responsabilité civile en qualité de propriétaire d'immeubles pour l'ensemble du patrimoine de l'Université, y compris immeubles de rapport, immeubles affectés à des services annexes et toutes installations attachées à des services dont l'exploitation est confiée à des tiers par la voie d'un contrat de concession, affermage, délégation de service public ou toute autre convention, lorsque l'Université conserve la responsabilité de propriétaire.
- atteintes accidentelles à l'environnement.
- élèves, stagiaires et collaborateurs bénévoles.
- RC commettant / besoin du service.
- faute inexcusable - y compris faute personnelle - et faute intentionnelle.
- vol par préposés.

MONTANT DES GARANTIES

(ces spécifications sont facultatives et peuvent faire l'objet de variantes)

nota : sauf mention contraire, le montant des garanties correspond à des valeurs exprimées "par événement" sur l'ensemble des lignes.

	Montants de garantie
Ensemble des garanties	
DONT	15 000 000 €
Dommages matériels et immatériels consécutifs y/c RC Incendie et RC dégâts des eaux	1 500 000 €
Dommages immatériels non consécutifs	1 000 000 €
Faute inexcusable	2 000 000 par année
Atteintes accidentelles à l'environnement	1 500 000 €
Vol par préposés	30 000 €
Biens confiés à l'assuré	75 000 €
Défense et recours	30 000 €

GARANTIES COMPLEMENTAIRES OPTIONNELLES

(le souscripteur se réserve le choix de les retenir ou non ; elles peuvent faire l'objet d'un contrat distinct si nécessaire. Ces spécifications sont facultatives et peuvent faire l'objet de variantes)

GC 1 – Indemnités contractuelles au profit des membres du Conseil d'administration et des instances collégiales	
En cas de décès	60 000 €
En cas d'invalidité totale (barème AT)	60 000 €
Frais de soins (y/c prothèses), de recherche, transport et rapatriement	5 000 €

GC 2 – ASSISTANCE	
assistance / frais de rapatriement en cas de maladie, blessure ou décès	à concurrence des frais réels
retour anticipé en cas d'hospitalisation ou décès d'un proche	à concurrence des frais réels
assistance administrative et services	20 000 €

LES FRANCHISES

(ces spécifications sont facultatives et peuvent faire l'objet de variantes)

Tout sinistre Matériel ou Immatériel	5 000 €
--------------------------------------	---------

DISPOSITIONS PARTICULIERES

(ces spécifications sont facultatives et peuvent faire l'objet de variantes)

Préambule : L'ensemble des dispositions qui suivent sont réputées déroger aux conditions générales et/ou conventions spéciales du contrat objet du marché et s'appliqueront par conséquent en priorité. Toutefois, dans le cas où les conditions générales et/ou conventions spéciales comporteraient des dispositions plus favorables aux intérêts de l'assuré, leur application reprendrait un caractère prioritaire.

1°/ L'assurance s'applique aux conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant incomber au souscripteur en vertu de la législation, des règlements ou de la jurisprudence, ou encore à titre contractuel, en raison des dommages ou préjudices causés à autrui.

2°/ Toutes les personnes ayant qualité d'assuré conservent leur qualité de tiers entre elles et à l'égard du souscripteur à la seule exception des préposés pendant leur service et uniquement pour les dommages indemnisés en accidents de travail.

3°/ Les garanties portent sur tous les services et services annexes et connexes existant ou à créer gérés, organisés ou coorganisés par l'université. Cela intègre notamment l'ensemble des activités d'enseignement, administratives, médicales, scientifiques, technologiques, de recherche et de formation mis en œuvre pour la réalisation de ses missions, y compris les activités de prestations de services pour le compte de tiers et toutes activités sportives, culturelles ou sociales, en France et à l'étranger ainsi que les activités de médecine préventive suivant les dispositions des articles L 251-1 et L 251-2 du Code des Assurances.

Elles portent également sur la responsabilité de l'université du fait des biens meubles ou immeubles affectés aux dits services et dont l'université a la propriété, l'usage ou la garde.

4°/ Les garanties s'appliquent à la responsabilité du souscripteur en sa qualité de Maître d'Ouvrage, ainsi qu'à la responsabilité professionnelle des architectes ayant une position d'agent du souscripteur, en application de l'article 16 de la Loi 77-2 du 3 janvier 1977. Cette disposition ne s'applique toutefois pas aux dommages entrant dans le cadre de la responsabilité décennale des constructeurs visée par les articles 1792 et suivants et de l'article 2270 du Code Civil.

5°/ À moins qu'elles ne soient soumises à une obligation d'assurance spécifique ou à une autorisation administrative municipale ou préfectorale, les garanties portent sur toutes les festivités, expositions, manifestations, cérémonies, concours, colloques et congrès scientifiques organisés ou co-organisés par le souscripteur. Elles couvrent également l'organisation ou la participation à des manifestations diverses, de voyages d'études et culturels ou de stages en entreprises.

6°/ Les garanties s'appliquent à la responsabilité de l'UCA en sa qualité de détenteur de source de rayonnement ionisants.

7°/ Les garanties s'appliquent à la responsabilité du souscripteur à l'égard de tous les tiers en cas d'incendie provenant de bois, forêts, terrains appartenant au souscripteur, et en cas d'incendie, explosion ou de dégât des eaux provenant d'un bâtiment appartenant et/ou occupé par le souscripteur à titre ponctuel pour une période inférieure à 15 jours consécutifs.

8°/ Les garanties s'appliquent au cas où la responsabilité du souscripteur serait recherchée en propre du fait du fonctionnement d'un service concédé ou affermé, ou lors d'un événement mettant en cause une structure d'intérêt universitaire.

9°/ Les garanties s'appliquent du fait de dommages dont la charge incombe au souscripteur en vertu d'obligations qui lui sont imposées aux termes de cahiers des charges émanant d'organismes publics ou semi-publics ou de conventions passées avec l'Etat ou d'autres collectivités territoriales.

10°/ Les garanties s'appliquent pour les dommages qui résulteraient d'effondrement de tribunes, passerelles, gradins et d'une façon générale de toute structure destinée à recevoir du public installés à poste fixe ou à titre temporaire.

11°/ Les garanties s'appliquent aux dommages causés par des véhicules soumis à l'obligation d'assurance en cas d'accident survenu dans les circonstances suivantes :

- lorsque le souscripteur agit en sa qualité de commettant,
- lorsqu'un véhicule est déplacé pour les besoins du service, réquisitionné ou lors de sa mise en fourrière, les dommages occasionnés au véhicule lui-même étant également garantis dans cette hypothèse.

12°/ Les garanties s'appliquent aux dommages causés par un drone d'une masse inférieure à 25kg dont l'assuré aurait l'usage ou la garde.

13°/ La garantie portant sur les biens confiés s'applique à tout bien que le souscripteur ou les personnes dont il est éventuellement responsable a en dépôt, location, garde, prêt et qu'il détient à quelque titre que ce soit.

14°/ Les garanties complémentaires optionnelles "indemnités contractuelles" s'appliquent au profit de tous les intéressés, sans liste nominative, sous réserve éventuellement d'une révision annuelle portant sur le nombre de bénéficiaires ; elles s'appliquent à tout événement accidentel, sans aucune exclusion.

15°/ L'application des garanties "dans le temps" intervient suivant les dispositions de l'alinéa 4 de l'article L 124-5 du Code des Assurances (base réclamation). La période subséquente est de 5 ans.

16°/ Les garanties s'appliquent dans le monde entier pour toute la durée du séjour dans la limite de 3 mois consécutifs lorsque les personnes assurées sont amenées à des déplacements dans le cadre de leur mission.

17°/ Les garanties s'appliquent aux dommages causés aux tiers par les effondrements et glissements de terrains dont serait responsable le souscripteur.

18°/ Les garanties « assistance » sont souscrites au profit des membres de directions, des personnels titulaires et non titulaires de l'université, des enseignants et/ou enseignants chercheurs. Elles s'exercent dans le MONDE ENTIER (hors zone rouge « formellement déconseillées » du Ministère des Affaires Étrangères), France et DOM TOM compris. Les garanties sont acquises dès lors que l'assuré a quitté son domicile/lieu de travail pour partir en mission / stage / déplacement professionnel.

Sont garantis tous les déplacements professionnels, stages et missions, ainsi que tous les déplacements privés ayant lieu pendant le déplacement / le stage / la mission professionnelle.

19°/ L'assureur présentera en annexe un mémoire technique présentant les modalités de gestion du contrat et des sinistres et les éventuels services complémentaires qu'il est en mesure d'apporter au souscripteur.

ELEMENTS STATISTIQUES

Le relevé des sinistres déclarés communiqué par l'assureur actuel, se trouve en annexe.

Il a été établi sur la base d'un programme de garanties quasi identique à celui défini supra (y compris les options « indemnités contractuelles » et « assistance »).

En revanche, le niveau de franchise était le suivant : franchise générale de 3 000 €.

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

LOT N°3 : ASSURANCE FLOTTE AUTOMOBILE

INFORMATIONS GENERALES

Souscripteur :	UNIVERSITE DE MONTPELLIER PAUL VALERY
Objet :	Assurances Flotte automobile
Date d'effet	01/01/2026
Echéance annuelle :	1 ^{er} janvier
Terme et durée :	Reconduction automatique à l'échéance chaque année jusqu'au 31 décembre 2029 à minuit, soit une durée de 4 années, sauf non-reconduction dans les conditions de résiliation fixées par le CCAP.
Préavis de résiliation :	Préavis de 4 mois
Périodicité du paiement :	Annuelle

PREAMBULE

L'état de la flotte de véhicules du souscripteur figure en annexe ; il est entendu que ce parc sera éventuellement actualisé au moment de la prise d'effet des garanties et que les modifications éventuelles (adjonctions ou retraits) seront intégrées à la régularisation intervenant à l'issue du premier exercice.

GARANTIES DE BASE

(ces spécifications correspondent à l'offre de base, les niveaux de garantie ou franchises pouvant toutefois faire l'objet de variantes)

Pour l'ensemble du parc :

- * RESPONSABILITE CIVILE sans limitation de somme pour les dommages corporels et à concurrence de 100 000 000 € pour les dommages matériels et immatériels
- * DEFENSE ET RECOURS à concurrence de 15 000 €
- * VOL / INCENDIE avec franchise de 750 € pour les VL (- de 3,5 T) et 1 500 € pour les PL (plus de 3,5 tonnes) et véhicules spéciaux
- * ASSISTANCE sans franchise kilométrique avec véhicule de remplacement

Pour tous véhicules de 0 à 6 ans inclus :

- * DOMMAGES TOUS ACCIDENTS avec franchise de 750 € pour les véhicules légers et deux roues et 1 500 € pour les poids lourds et véhicules spéciaux.

nb : dans le cadre de l'application de la garantie "dommages tous accidents" déterminée en fonction de l'âge des véhicules, tous seront considérés comme datant du 1^{er} janvier suivant la date indiquée par la carte grise (par exemple : un véhicule léger datant de 7/2020 sera considéré comme étant de 01/2021 et sera assuré en "dommages tous accidents" jusqu'au 31/12/2026). Il est bien entendu que cette convention n'est utilisée que pour déterminer les garanties qui s'appliquent aux véhicules, et en cas d'accident, l'indemnisation interviendra sur la valeur du matériel correspondant à son âge réel.

DISPOSITIONS PARTICULIERES

(ces spécifications sont facultatives et peuvent faire l'objet de variantes)

Préambule : L'ensemble des dispositions qui suivent sont réputées déroger aux conditions générales et/ou conventions spéciales du contrat objet du marché et s'appliqueront par conséquent en priorité. Toutefois, dans le cas où les conditions générales et/ou conventions spéciales comporteraient des dispositions plus favorables aux intérêts de l'assuré, leur application reprendrait un caractère prioritaire.

1°/ Le parc automobile sera assuré sous la forme d'un seul contrat "flotte". L'état du parc sera mis à jour à l'issue de l'exercice pour servir de base à la révision de prime du nouvel exercice.

2°/ Les modifications (retraits, adjonctions) dans la composition du parc intervenues en cours d'exercice donneront lieu à un ajustement (en ristourne ou en complément) calculé sur une base forfaitaire égale à 50% de la prime annuelle applicable aux véhicules concernés, selon leur catégorie.

3°/ Les véhicules mis en circulation en cours d'exercice seront automatiquement intégrés au parc assuré, sans déclaration préalable et seront automatiquement assurés sur la base du plan déterminé en fonction de leur âge suivant le programme de garantie retenu au moment de la souscription.

4°/ Les garanties s'appliqueront suivant le programme défini aux véhicules qui auraient pu être omis dans l'état du parc initial, le souscripteur s'engageant à régulariser la prime applicable à ceux-ci depuis leur date de mise en circulation (ou de la date d'effet du contrat, si la mise en circulation est antérieure).

5°/ Les garanties s'appliqueront également suivant le programme de garantie retenu au moment de la souscription aux véhicules faisant l'objet d'un prêt ou location temporaire au souscripteur et pouvant appartenir à un tiers.

6°/ Les véhicules peuvent être conduits par tout conducteur, sans limitation d'âge ni d'ancienneté du permis de conduire et, la garantie demeure acquise en cas d'utilisation d'un véhicule par un conducteur non titulaire du permis de conduire ou d'une validité périmée, lorsque le souscripteur n'a pas connaissance de cette situation.

7°/ Les véhicules peuvent être utilisés pour les besoins privés des agents ainsi que de toutes personnes autorisées par le souscripteur.

8°/ L'assurance des véhicules comporte la garantie du conducteur sur la base d'une indemnisation en droit commun à concurrence de 150 000 €. Il est bien entendu que cette garantie ne jouera qu'en complément ou à défaut de toute indemnisation pouvant intervenir par ailleurs (recours contre un tiers responsable ou accident de travail). Il n'y a sur cette garantie aucune franchise ou pénalité particulière.

9°/ La garantie « responsabilité civile » est automatiquement étendue aux matériels tractés ≤ à 750kg de PTAC sans désignation.

10°/ Pour les véhicules aménagés spécialement, il est entendu que la garantie responsabilité civile couvre aussi les dommages qui pourraient être occasionnés par la fonction "outil" des appareils (risque de fonctionnement).

11°/ Les dommages causés par un véhicule du souscripteur à l'un de ses préposés ou à un élément quelconque de son patrimoine sont considérés comme des dommages causés à un tiers (étant entendu que les dommages au véhicule responsable demeurent exclus, sauf garantie "dommages tous accidents").

12°/ Certains véhicules peuvent tracter des remorques ou engins et / ou être équipés de matériels, engins, outils divers (rouleau, compresseur, groupe électrogène, épandeur, faucardeuse etc...) quel qu'en soit le poids total en charge.

13°/ Il est admis que certains véhicules puissent être amenés à transporter jusqu'à 500kg ou 600 litres de produits inflammables, y compris l'approvisionnement en carburant nécessaire au moteur.

14°/ Dans le cadre des garanties "dommages", les véhicules de moins d'un an seront indemnisés sur la base de leur valeur à neuf au jour du sinistre en cas de perte totale.

15°/ Pour les véhicules en leasing ou location longue durée, les garanties dommages couvriront l'encours financier, s'il y a lieu.

16°/ En dommages, les sinistres seront indemnisés TVA comprise.

17°/ En cas de vol, la garantie sera acquise quels que soient les moyens de protection et de prévention mis en œuvre sur le véhicule ; elle s'appliquera également si les clés se trouvaient sur le véhicule par inadvertance ou en cas de menace contre le conducteur, sans pénalité ni franchise particulière.

18°/ Les garanties seront acquises à concurrence de 1 500 € aux accessoires hors-série, matériels, outillages, effets personnels pouvant se trouver dans les véhicules, étant entendu que la garantie vol sera acquise à ce titre sans franchise dès lors qu'il a eu effraction du véhicule.

19°/ Il est entendu que la garantie "dommages tous accidents" comprend également les actes de vandalisme et les dommages consécutifs à un événement naturel, en l'absence de décret de catastrophe naturelle.

20°/ En cas de sinistre garanti, les frais de dépannage, remorquage, levage seront remboursés.

21°/ L'assureur présentera en annexe un mémoire technique présentant les modalités de gestion du contrat et des sinistres et les éventuels services complémentaires qu'il est en mesure d'apporter au souscripteur.

ETAT STATISTIQUE

L'état des sinistres déclarés communiqué par l'assureur actuel, est joint en annexe.

Il correspond à un programme de garanties identique à celui présenté ci-dessus.

En revanche, le niveau de franchise était le suivant :

Pour l'ensemble du parc :

- * RESPONSABILITE CIVILE sans limitation de somme pour les dommages corporels et à concurrence de 100 000 000 € pour les dommages matériels et immatériels
- * DEFENSE ET RECOURS à concurrence de 15 000 €
- * VOL / INCENDIE sans franchise
- * ASSISTANCE sans franchise kilométrique avec véhicule de remplacement

Pour tous les véhicules de 0 à 6 ans inclus :

- * DOMMAGES TOUS ACCIDENTS avec franchise de 400 € pour les véhicules légers et deux roues et 800 € pour les poids lourds et véhicules spéciaux.

ooooo

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

LOT N°4 : ASSURANCE CYBER RISQUES

INFORMATIONS GENERALES

Souscripteur :	UNIVERSITE DE MONTPELLIER PAUL VALERY
Objet :	Assurances Cyber risques
Date d'effet	01/01/2026
Echéance annuelle :	1 ^{er} janvier
Terme et durée :	Reconduction automatique à l'échéance chaque année jusqu'au 31 décembre 2029 à minuit, soit une durée de 4 années, sauf non-reconduction dans les conditions de résiliation fixées par le CCAP.
Préavis de résiliation :	Préavis de 4 mois
Périodicité du paiement :	Annuelle

PREAMBULE

Le souscripteur souhaite la souscription d'un contrat cyber risques couvrant notamment les frais et pertes liés à une fraude ou une malveillance informatique.

Un descriptif des moyens informatiques du souscripteur figure en annexe ; il est entendu que ces indications n'ont pas pour objet de déterminer des bases contractuelles. Elles ont pour but de donner des informations sur les risques pour en permettre l'appréciation.

GARANTIES DEMANDEES

(ces spécifications correspondent à l'offre de base)

LIMITATION CONTRACTUELLE D'INDEMNITE : 500 000 €

Atteinte aux informations / reconstitution des données	Sans sous limitation
Vol de données personnelles et frais de notification	Sans sous limitation
Fraude / malveillance / cyber extorsion / cyber rançon / cyber détournement	50 000 €
Cyber responsabilité civile	Sans sous limitation
Atteinte à l'e-réputation	50 000 €
Sanction pécuniaire prononcée par une autorité administrative	50 000 €
Pertes d'exploitation consécutives / frais supplémentaires	Sans sous limitation
Assistance / Hotline 24/7 / Gestion de crise	50 000 €
Protection juridique	25 000 €

LES FRANCHISES

(ces spécifications sont facultatives et peuvent faire l'objet de variantes)

- tout sinistre **5 000 €**

DISPOSITIONS PARTICULIERES

(ces spécifications sont facultatives et peuvent faire l'objet de variantes)

Préambule : L'ensemble des dispositions qui suivent sont réputées déroger aux conditions générales et/ou conventions spéciales du contrat objet du marché et s'appliqueront par conséquent en priorité. Toutefois, dans le cas où les conditions générales et/ou conventions spéciales comporteraient des dispositions plus favorables aux intérêts de l'assuré, leur application reprendrait un caractère prioritaire.

Clauses particulières d'ordre général

1°/ L'ensemble des plafonds assurés expriment une garantie *“par année”* et correspondent à une assurance dite *“au premier risque”*, avec abrogation de la règle proportionnelle de capitaux.

2°/ Les garanties couvrent l'ensemble des malveillances informatiques internes ou externes, telles que par exemples les virus, les accès illicites à des données personnelles ou confidentielles, les crypto logiciels, les ransomwares, les attaques par déni de service ou toutes intrusions numériques non autorisées.

3°/ La garantie « atteinte aux informations et reconstitution des données » couvre également les pertes liées à une erreur humaine ou à tout autre dommage (effets du courant ou casse accidentelle).

4°/ La garantie « fraude » couvre les fraudes internes ou externes perpétrées par des moyens informatiques ou téléphoniques. Sont notamment garantis le cyber détournement de fonds, le faux ordre de virement par usurpation d'identité, le piratage de lignes téléphonique ou encore tout autre détournement d'actifs financiers.

5°/ La garantie « atteinte à l'e-réputation » couvre les frais engagés par le souscripteur pour faire cesser des actes de diffamation, d'injure ou de dénigrement portant sur lui-même, ses représentants et / ou préposés.

6°/ La garantie « assistance / hotline / gestion de crise » couvre les frais consécutifs à un sinistre garanti liés aux mesures d'urgence, de conservation, d'investigation, de réparation, de correction de la faille utilisée, de conseils et de communication de gestion de crise. Sont également couverts les frais de conseil juridique ou d'avocat engagés par l'assuré pour défendre ses intérêts dans le cadre d'un sinistre cyber risque.

7°/ Les sinistres seront indemnisés TVA comprise.

8°/ Sauf stipulations expresses formulées dans les observations jointes à l'offre d'assurance, les garanties s'appliquent quels que soient les moyens de prévention et protection informatiques mises en œuvre par le souscripteur.

9°/ L'assureur présentera en annexe un mémoire technique présentant les modalités de gestion du contrat et des sinistres et les éventuels services complémentaires qu'il est en mesure d'apporter au souscripteur.

Éléments statistiques

Actuellement, l'Université ne bénéficie d'aucune garantie d'assurance cyber.

0000